Protection de la couche d'ozone stratosphérique

Réglementation internationale, communautaire et nationale

Laurence MUSSET (*)

1^{er} décembre 1993

Cet exposé ne présentera pas l'évolution de la réglementation mais son état actuel, en décembre 1993. Les substances qui détruisent la couche d'ozone sont essentiellement contrôlées par le **Protocole de Montréal et un règlement communautaire**.

Le Protocole de Montréal, signé en 1987 après la convention de Vienne de 1985 est un accord sans précédent qui engage les pays développés comme les pays en développement l'ayant ratifié à éliminer totalement des substances dangereuses. Il a été amendé deux fois : à Londres en juin 1990 et à Copenhague en novembre 1992 pour tenir compte des progrès de la Recherche et des résultats des mesures d'ozone stratosphérique.

Aujourd'hui,

- 131 États sont Parties à la Convention de Vienne (dont les 2/3 sont des pays en développement),

- 129 États sont Parties au Protocole de 1987,

- 69 États ont ratifié l'amendement de Londres,

- 9 États ont ratifié l'amendement de Copenhague.

La France ratifiera prochainement ce dernier amendement.

L'Union européenne transpose les dispositions du Protocole par un règlement d'application directe dans les États Membres. Ce règlement s'adresse essentiellement aux producteurs et importateurs des substances visées. Il est révisé régulièrement depuis 1988, la version la plus récente étant le règlement n° 3952/92 du Conseil du 30 décembre 1992 modifiant le règlement n° 594/91 en ce qui concerne l'accélération du rythme d'élimination des substances qui détruisent la couche d'ozone. Les Douze adoptent la plupart du temps des mesures plus sévères que celles que prévoit le Protocole international. Ainsi par exemple, la production des

CFC et du tétrachlorure de carbone cessera le 1^{er} janvier 1995 dans les États Membres, un an avant la date fixée par les Parties au Protocole. Un nouveau règlement doit être adopté lors du conseil des ministres de l'environnement des 2 et 3 décembre.

Les substances dont l'élimination est déjà prévue par le règlement communautaire sont :

- **Les chlorofluorocarbures** (notamment CFC 11, 12, 113, 114, 115) utilisés dans le secteur de la réfrigération et du conditionnement d'air, des aérosols, des mousses plastiques et des solvants ;

- **Les halons** 1301, 1201 et 2402 utilisés pour la protection contre l'incendie ;

- **Le tétrachlorure de carbone** utilisé principalement en tant que solvant ;

- **Le 1,1,1-Trichloroéthane** utilisé surtout comme solvant.

Les substances visées par le protocole et devant faire l'objet du prochain règlement communautaire sont :

- **Les hydrochlorofluorocarbures** (HCFC), substitués partiels des CFC ;

- **Les hydrobromofluorocarbures** (HBFC), substitués potentiels des halons ;

- **Le bromure de méthyle** utilisé en tant que fumigant des sols, des denrées et des structures.

Pour l'ensemble de ces substances à l'exception des HCFC, les dispositions réglementaires concernent :

- **la production ;**

- **la consommation** définie comme la différence entre la somme de la production et des importations et les exportations ;

- **les échanges commerciaux avec les États non Parties ;**

- **les pays en développement.** Il est important de noter que l'utilisation de ces substances n'est pas visée, à l'exception d'éventuels « usages essentiels » pour lesquels une production pourrait être autorisée après la date fixée pour l'arrêt de la production. Il est ainsi possible de récupérer et réutiliser les substances contrôlées.

(*) *Chargée de mission au ministère de l'environnement.*

Les réductions de production et de consommation prévues par le règlement du 30 décembre 1992 sont indiquées dans le tableau suivant :

Année	CFC*	Halons*	Tétra-chlorure de carbone*	1,1,1-trichloro-éthane*
1993	- 50 %	gel/86	- 50 %	gel/89
1994	- 85 %	- 100 %	- 85 %	- 50 %
1995	- 100 %		- 100 %	
1996				- 100 %

* Quota de production et de consommation éventuel pour « usages essentiels ».

En ce qui concerne les halons, les Parties au Protocole, au cours de leur dernière réunion, ont décidé qu'aucune production pour « usages essentiels » n'était indispensable en 1994. Les quantités nécessaires devront être fournies par les banques de halons, à partir des stocks existants.

Pour les autres substances, les demandes de dérogation sont en cours d'examen. Des critères très stricts ont été définis par les Parties. La production est autorisée uniquement :

- s'il n'existe pas de substance récupérée disponible,
- s'il n'existe pas de solution ou de produit de remplacement acceptable du point de vue écologique et sanitaire,
- si les utilisations sont nécessaires à la santé, à la sécurité et au bon fonctionnement de la société.

Les dispositions relatives aux échanges commerciaux avec les États non Parties au Protocole stipulent que :

- l'importation et l'exportation de CFC, halons, tétrachlorure de carbone et 1,1,1-trichloroéthane sont interdites ;
- l'importation de certains produits contenant des CFC et halons est interdite.

Parmi les futures décisions qui pourraient être prises par les Parties figurent :

- l'interdiction d'importer des produits contenant du tétrachlorure de carbone ou du 1,1,1-trichloroéthane ;
- l'interdiction d'importer des produits fabriqués à l'aide de substances réglementées mais n'en contenant pas.

Les dispositions spécifiques aux pays en développement sont les suivantes :

Lorsque la consommation par an et par habitant de CFC et de halons ne dépasse pas 0,3 kg, ces pays peuvent retarder de dix ans l'élimination de ces substances. Par ailleurs, les pays développés contribuent à un fonds multilatéral géré par un comité exécutif dont la France est aujourd'hui

membre. Ce mécanisme financier doit couvrir les surcoûts engendrés dans les pays en développement par la suppression des substances visées. Le montant du fond était de 240 millions de dollars pour la période 1991-1993. Le montant des contributions a été fixé à 455 millions de dollars pour la période 1994-1996.

Les décisions de Copenhague qui n'ont pas encore été transposées dans un règlement communautaire concernent :

- **l'arrêt de la production et de la consommation des HBFC en 1996 ;**
- **le gel de la production et de la consommation du bromure de méthyle en 1995** sur la base de 1991 (à l'exception des quantités utilisées pour le traitement de quarantaine).

- **la récupération des fluides frigorigènes, des agents de protection contre l'incendie non utilisés sur feu et des solvants ;**

- **le contrôle des HCFC** : seule la consommation est contrôlée. La consommation de référence, pondérée par le coefficient de destruction d'ozone, est égale à la consommation pondérée de HCFC en 1989 plus 3,1 % de la consommation pondérée de CFC en 1989. Pour l'Union européenne, ceci équivaut à 8 550 t pondérées et à 110 000 - 130 000 t métriques de HCFC, ce chiffre étant dépendant du coefficient de destruction d'ozone des divers HCFC considérés.

La consommation des HCFC doit être réduite selon le calendrier suivant :

Année	Consommation
1996	Consommation de référence
2004	- 35 %
2010	- 65 %
2015	- 90 %
2020	- 99,5 %
2030	- 100 %

L'emploi des HCFC doit être limité aux utilisations pour lesquelles il n'existe aucune autre substance ou technique mieux adaptée à l'environnement.

En ce qui concerne la réglementation nationale, la France applique le décret n° 92-1271 du 7 décembre 1992 relatif à certains fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques. Les CFC, HCFC (et HFC en raison de leur effet de serre) doivent être récupérés par des entreprises compétentes détenant un matériel adéquat et enregistrées en préfecture. Un arrêté et une circulaire du 10 février 1993 précisent les modalités d'application de ce décret.

Une convention a également été signée le 16 février 1993 entre les distributeurs, l'Association Française du Froid, le ministère de l'Environnement et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie. Par cet accord, les distributeurs s'engagent à racheter des fluides usagés aux frigoristes et à régénérer les fluides.